

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 24 janvier 2019

« Retournez en classe ! » : le SCFP exhorte les députés du gouvernement ontarien à se rendre en classe au lieu de mener des consultations sur la taille des groupes

En cette toute première Journée internationale de l'éducation, le SCFP appelle le gouvernement Ford à renvoyer ses députés sur les bancs d'école pour que ceux-ci apprennent les rouages réels du système scolaire, du point de vue des élèves, des enseignants et des travailleurs scolaires. Le SCFP représente 55 000 travailleurs scolaires en Ontario.

Cette proposition survient à la suite d'une déclaration faite hier après-midi par la ministre de l'Éducation, Lisa Thompson. Celle-ci a annoncé une autre consultation gouvernementale sur les « options relatives à la taille des classes », du jargon qui, selon le syndicat, signifie qu'on souhaite lever les limites quant au nombre d'élèves par groupe.

« Si le gouvernement veut moins d'adultes et plus d'élèves dans la classe, précisons au moins ce que cela signifie », plaide Laura Walton, aide-éducatrice et présidente du Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO) « On parle en fait de classes moins inclusives pour les enfants des besoins spéciaux, de classes bondées et ingérables, d'une baisse du nombre d'enseignants et d'aides-éducateurs pour venir en aide aux enfants qui ont des besoins particuliers, et d'une diminution du temps consacré à l'aide individuelle. »

« C'est pourquoi, poursuit-elle, nous avons invité les députés à venir voir ce qui se passe réellement dans les classes et les écoles. Ils rencontreront tout un réseau de personnes — aides-éducateurs, concierges, secrétaires scolaires, bibliothécaires, etc. — dont le travail soutient l'éducation et le développement des enfants. Et chacun d'entre eux sait qu'il est impossible d'augmenter le nombre d'élèves par classe. »

« Ce décalage entre le gouvernement et le terrain, notamment en ce qui concerne le financement de l'éducation, constitue le véritable obstacle à une amélioration des taux de réussite scolaire. Nous mettons le gouvernement au défi de changer cela. »

Les écoles ontariennes sont financées selon une formule obsolète et inadéquate. Le parc immobilier accuse un retard de 15 milliards de dollars en réparations. Les conseils dépensent plus d'argent pour les élèves à besoins particuliers qu'ils n'en reçoivent de l'État. Pour obtenir du soutien de la part d'aides-éducateurs, d'orthophonistes ou d'autres professionnels, les élèves doivent patienter très longtemps.

(suite)

(suite de la page 1)

« Le sous-financement chronique oblige déjà les travailleurs scolaires à se démener pour fournir les services de grande qualité que méritent les élèves », souligne le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « C'est un problème fort préoccupant, non seulement pour les travailleurs scolaires, mais pour les 270 000 membres du SCFP dans la province. L'augmentation proposée de la taille des classes nuit à la qualité de l'éducation publique. En outre, elle va à l'encontre des valeurs de la Journée internationale de l'éducation, qui prônent une éducation de qualité, inclusive et équitable. »

La consultation sur l'augmentation du nombre d'élèves dans les classes des premières années du primaire n'est pas la première réduction que le gouvernement Ford souhaite imposer au système scolaire public. Depuis son entrée en fonction en juin, il a privé les écoles ontariennes de plus de 100 millions de dollars. Il a aussi annulé les modifications apportées au programme pour donner suite aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation (CVR) et il est revenu à l'ancien programme d'éducation sexuelle.

« Ce gouvernement dit vouloir consulter, mais souvent il bouscule le processus, parfois au point d'annoncer sa politique avant même la fin des consultations, rappelle Mme Walton. Il devrait écouter les travailleurs, comme les éducatrices de la petite enfance qui travaillent depuis des années en consultation avec l'État et qui se sont battues pour avoir de plus petits groupes. Au lieu de quoi il lance cette consultation alors qu'il n'a encore affecté personne à ce portefeuille. »

Le SCFP-Ontario préconise depuis longtemps une éducation publique de grande qualité et financée de façon adéquate, en faisant valoir qu'un tel système est essentiel à la réussite de toute la province.

« C'est pourquoi nous soulignons la Journée internationale de l'éducation, qui célèbre l'éducation en tant que droit, bien public et responsabilité publique, en promettant de rester solidaires des élèves, des parents, des travailleurs scolaires, des enseignants, des syndicats d'enseignants et des autres alliés, pour défendre le droit des enfants ontariens à une éducation publique de qualité », conclut M. Hahn.

Renseignements :

Mary Unan, département des communications du SCFP, 647-390-9839